

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SLMC

RETIA - Monsieur Ille -Tour Coupole - Bureau 27F85
2 Place Jean Miller - La Défense 6 - PARIS LA DEFENSE Cedex
92078 Nanterre

Références : 2024-468
Code AIOT : 0006600250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement SLMC implanté Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans les suites de l'inspection menée en 2023 et le suivi géotechnique du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLMC
- Z.I. de Malvesy Route de Moussan 11100 Narbonne

- Code AIOT : 0006600250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Languedocienne de Micron-Couleurs (SLMC), Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), a exploité des installations de fabrication de pigments de couleurs sur le site de MALVEZY à Narbonne (11) de 1965 à juillet 2008, date de la cessation définitive d'activité.

A partir de 2009, la société RETIA a été mandatée par SLMC pour conduire en son nom la mise en sécurité du site, sa réhabilitation et son suivi environnemental dans le cadre d'un contrat de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD).

Des actions de démantèlement et dépollution ont été entreprises entre 2009 et 2021 conformément à l'Arrêté Préfectoral n°2009-11-1899 du 15 juillet 2009 et à l'Arrêté Préfectoral n°2012-187-0009, du 6 juillet 2009.

La cessation d'activité et la surveillance environnementale post exploitation du site a été acté par arrêté préfectoral en date du 3 novembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 03/11/2022, article 5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/11/2022, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des conclusions et des recommandations issues du rapport ANTEA sur le suivi géotechnique 2023 des bassins, il est demandé à l'exploitant de faire vérifier par un B.E spécialisé la stabilité du talus marneux sur lequel repose l'enrochement (niveau du pylône) afin de s'assurer de sa stabilité générale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

Concernant le bassin B1, afin de suivre l'évolution de ce dernier, la société SLMC met en place un programme de surveillance géotechnique (bornes topométriques ou cibles) à fréquence semestrielle. Afin d'établir ce programme et de permettre le choix du positionnement des cibles à suivre, l'exploitant fera réaliser une étude par un bureau d'étude spécialisé en géotechnique.

L'exploitant réalise également un suivi visuel semestriel et après chaque épisode pluvieux important de type méditerranéen, du bon état du dôme du bassin B1, de l'absence de déplacement (abaissement/glisement) et de l'absence de création de zones d'infiltration d'eau (creusement/ravinement) sur ce dernier.

L'ensemble des résultats sera transmis dans le cadre du bilan quadriennal précisé à l'article 7 par la société SLMC et seront accompagnés d'une interprétation.

Un plan en annexe II au présent arrêté précise le positionnement des différents points de mesure déjà en place. Après mise en place du suivi du bassin B1, la société SLMC transmettra un nouveau plan à jour.

Ce suivi peut être modifié, sur demande justifiée par l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

Constats :

Lors de la visite du 8 décembre 2023, l'inspection a constaté que :

"La société SLMC a sollicité le bureau d'étude ANTEA afin de déterminer l'emplacement et le choix des cibles à suivre. Sur la base du rapport d'ANTEA, un géomètre mandaté par l'exploitant a mis en place des cibles et bornes topométriques (lors de la visite, l'exploitant n'a pas spécifié leur nombre). Un relevé initial de ces bornes a été réalisé au 1er semestre 2023 (mois de juin/juillet). Un deuxième relevé a eu lieu au second semestre 2023 (novembre). A la date de l'inspection, les résultats n'étaient pas disponibles. L'exploitant veillera à transmettre les résultats de cette première année de surveillance en réponse à ce rapport d'inspection ainsi que le plan à jour comprenant l'ensemble des bornes topométriques et cibles de suivi."

Lors de la visite du 13 décembre 2024, l'inspection note que les rapports de suivi géotechnique 2022 et 2023 ont été réalisés (par ANTEA) et transmis.

En conclusion du rapport géotechnique 2023, il est indiqué que :

- Le système de surveillance permet de mesurer les déplacements en surface et en profondeur et donc de détecter les signes précurseurs d'instabilité potentielle;
- Au vu de l'ensemble des résultats et des observations de terrain, le suivi géotechnique

effectué en 2023 confirme le comportement globalement satisfaisant de la digue Nord des bassins B1 et B2 vis-à-vis de la stabilité.

- Les déplacements mesurés sur les cibles installées en juin 2023 devront être confrontées aux mesures de 2024 pour établir une tendance fiable.
- La configuration de l'enrochement situé sur le talus aval du pylône électrique requière une vérification de la stabilité générale.

Par ailleurs, ce rapport fait part des recommandations suivantes :

- Au vu des résultats et des observations faites en 2023, le dispositif et la fréquence de mesure actuelle (mis à jour en 2023) sont satisfaisants pour le suivi de la stabilité des bassins B1 et B2.
- Il est recommandé de poursuivre l'entretien régulier des ouvrages de collecte des eaux superficielles, afin de les maintenir dans un état de fonctionnement optimal.
- Afin de s'assurer de la pérennité des enrochements sous le pylône, il est recommandé de faire vérifier par un B.E spécialisé la stabilité du talus marneux sur lequel repose l'enrochement.

Le point concernant le suivi des ouvrages de collecte des eaux est mentionné au point 2 de ce rapport.

Concernant l'enrochement présent sous le pylône, au vu des conclusions et des recommandations mentionnées dans le bilan ANTEA, l'inspection demande à l'exploitant de faire vérifier par un B.E spécialisé la stabilité du talus marneux sur lequel repose l'enrochement afin de s'assurer de la stabilité générale de cet enrochement sous 3 mois. Les conclusions issues de ce bilan devront être transmises à l'inspection en suivant.

En fonction des conclusions et des recommandations issues de ce bilan, un plan d'action sera proposé par l'exploitant le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra établir un plan à jour suite au remodelage du site des différents bassins versants et de tous les réseaux d'eaux pluviales maintenus sur le site, raccordés ou non au bassin de régulation, et le transmettre, sous 6 mois à compter de la publication du présent arrêté, à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exploitant du bassin de régulation, situé en contrebas (actuellement exploité par la société ORANO).

Un entretien régulier des ouvrages de collecte des eaux superficielles est réalisé afin de les maintenir dans un bon état de fonctionnement.

Constats :

L'inspection rappelle que le plan établi doit également être transmis à l'exploitant du bassin de régulation, situé en contrebas (actuellement exploité par la société ORANO). Délais 1 mois

<p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'une importante végétation sur site : au niveau des bassins mais également au niveau des ouvrages de collecte des eaux pluviales. L'exploitant doit procéder à l'entretien régulier de la végétation et à un débroussaillage. Délais 1 mois</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a également constaté la présence de végétation type roseaux au niveau des confinements, ce type de végétation pouvant endommager la couverture du confinement, il est demandé à l'exploitant de procéder à l'identification de ce type de végétation et à son retrait immédiat.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois